

Jean-Pierre Orban

Jean-Pierre Orban est philosophe et journaliste de formation.

La raison du Nouveau Monde

Avec l'intervention américaine et anglaise en Irak, une nouvelle forme de colonialisme idéologique s'est mise en place : l'imposition de l'ordre démocratique. De la même manière que le colonialisme avait projeté des peuples dans un temps différent, cette guerre n'inaugure-t-elle pas une nouvelle histoire à marche forcée, une libération conditionnelle de l'Irak ? Dans ce contexte d'ordre démocratique, qu'est-ce qui l'emporte, l'ordre donné, paradoxal (« Sois libre »), ou la démocratie ?

Nation née de la rupture des liens avec la mère patrie, les États-Unis ont toujours professé, en dépit de leurs propres — et rares, il est vrai — aventures coloniales, un anticolonialisme en ligne, comme l'a dit un des juges de la Cour suprême, « avec l'esprit et le génie comme avec les mots de [sa] Constitution ». Une Constitution qui reflète des droits non seulement du peuple américain, mais aussi de « la nature humaine », selon une autre parole, celle-ci du Congrès lui-même.

C'est en vertu de ce principe que Roosevelt inscrivit dans la Charte de l'Atlantique, si-

gnée avec Churchill en août 1941, le droit de « tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils veulent vivre », droit dont l'universalité fut confirmée par le même Roosevelt en 1942 quand il l'interpréta comme s'appliquant non seulement aux riverains de l'Atlantique, mais « au monde entier » et, en 1945, dans la Charte des Nations unies, largement inspirée par les États-Unis, sous forme d'une souveraineté nationale qui devint le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Le paradoxe de la guerre « anglo-saxonne » en Irak est qu'elle fut menée à la fois sur la base de ce principe et contre lui. En intervenant, les États-Unis et la Grande-Bretagne (essentiellement Tony Blair, obsédé par la volonté d'établir un ordre moral dans le monde) ont voulu, selon leurs objectifs déclarés, rendre à un peuple une capacité à s'autogérer que quarante ans d'oppression l'avaient empêché d'exercer. En même temps, cette liberté, c'est en l'imposant à ce même peuple qu'ils l'apportèrent, en une irruption soudaine dans le cours de son histoire, en en forçant, pour le meilleur et le pire, le cours et en important un idéal démocratique tel que rêvé et vécu par une ou d'autres nations.

Ce faisant, la coalition applique ce paradoxe qu'André Glucksmann — le même qui, aujourd'hui, non sans arguments, défend cette guerre officiellement terminée — stigmatisait en 1977 dans *Les maîtres penseurs* et qui consiste à intimer à un autre d'être libre (« Sois libre ») et à lui imposer le bonheur, selon une nouvelle

normativité sociale dont il voyait les prémices dans l'ordre rabelaisien de l'abbaye de Thélème : « Fay ce que tu voudras ! »

On sait ce qu'il est advenu de cette rationalité et de la manière de l'imposer pendant cinq siècles où elle aura été peu à peu poussée à son extrême, jusqu'à finir dans les totalitarismes du xx^e siècle. Mais ce qui est intéressant, dans ce rapprochement des paradoxes, c'est la juxtaposition des contextes historiques et géographiques qui les a vus naître.

L'ORDRE DÉMOCRATIQUE

Il n'a en effet échappé à personne que l'on se trouve probablement à l'aube d'une nouvelle histoire (après la fin de l'ancienne proclamée par Fukuyama) dont les deux dates de naissance, marquant comme l'émergence de forces antagonistes, seraient 1989, soit la chute du mur de Berlin, et le 11 septembre 2001, soit l'attaque suicide des tours de Manhattan. Mais ces deux dates repères sont peut-être aussi, par les symboles touchés, deux dates balises d'une nouvelle géographie, la première indiquant l'effondrement d'une frontière — surgeon monstrueux, au sens étymologique du terme, apparu au point où ils se touchèrent un jour, des totalitarismes arrivés au bout de leur cheminement — qui aura coupé le monde en deux, la deuxième signalant par l'absurde, dans ce monde rouvert, territoire mondial dégagé, son nouveau centre, le World (Trade) Center, le Centre du monde (du commerce).

Peu importe si les États-Unis, au moment même où se découvre le faite de leur puissance, soient au début de leur déclin, comme l'affirment certains. Le sommet marque toujours le début de la pente. Et il n'est pas impossible que les États-Unis, à tout le moins leurs dirigeants, se soient trouvés investis, à la suite d'une attaque elle-même *préemptive* (plus que *préventive*, comme on prend de l'avance sur l'autre), d'un rôle mondial qu'ils ne souhaitaient pas. Ce qui compte, c'est que l'*attentat* du 11 septembre a permis la révélation et le début de déploiement d'une idéologie — que l'on appellera provisoirement « de l'ordre démocratique » — dans un nouveau monde qui se cherche une raison. Et que c'est dans une définition de — ou par rapport à — cette raison, qui ne serait plus seulement d'État mais du monde, qu'il s'agit désormais de se situer.

La Renaissance et les siècles qui l'ont suivie ont vu une Europe en pleine possession de ses moyens, maîtresse de sa destinée et sûre de sa pensée, diffuser celle-ci dans un monde qui s'ouvrait à elle, qu'elle avait le désir de découvrir et eut, ensuite, la tentation de soumettre. Pendant cinq siècles, les Européens *exportèrent*, dans les soutes ou sur les ponts des navires marchands, une idéologie où se mêlaient humanisme laïque et religion chrétienne, philosophie rationaliste et droit naturel garanti par Dieu. Jusqu'à ce que la Deuxième Guerre mondiale leur rappelle leurs propres zones d'ombre, ils apportèrent, dans une *mission* autoproclamée *de civilisation*, à des peuples au pire coupables de leurs errements (voir les

débats théologiques des xv^e et xvi^e siècles et la bulle papale de 1493), au mieux enfoncés dans les ténèbres, tous (bons ou mauvais) sauvages, le salut pour certains, la lumière pour tous.

En ce début du xxi^e siècle, les cartes ne recèlent plus de taches blanches, les mappemondes de *terrae incognitae*, mais un monde nouveau se révèle, traversé d'inconnues, animé par des forces dont on définit mal encore la nature, menacé d'une violence qu'on voit ou croit voir poindre. Il n'y a plus de sauvages primitifs à l'ancienne, mais des États voyous (*rogue*, c'est-à-dire « dévoyés » dans le langage américain, à remettre sur le droit chemin) qui sont nos nouveaux sauvages à l'échelon mondial, comme le sont les dévoyés de l'ordre social au niveau de chaque nation.

UN COLONIALISME IDÉOLOGIQUE

Le monde est à redécouvrir, à conquérir peut-être, en tout cas à maîtriser. De nouvelles frontières sont à trouver, un nouveau partage sans doute. L'Europe s'est effondrée avec la chute des totalitarismes et le délitement de ses empires, et elle ne s'est plus — pas encore, peut-on espérer — retrouvé un destin, une raison d'être. Et c'est son héritière, sa fille lointaine, une de ses anciennes colonies, qui fait aujourd'hui le chemin inverse de celui qui l'a créée, de l'Occident vers l'Orient, avec la même assurance, la même volonté d'imposer au monde et à ses parties, soit fautive de s'être perdues dans la dictature et la violence, soit ignorantes des voies du salut, sa raison

(la démocratie) et son ordre, ses *law and order*. Avec le même langage que jadis l'Europe, et les mêmes symboles: la lumière, la civilisation, le bien contre le mal, Dieu pour certains.

On a cherché, et on cherchera encore, chez les auteurs néoconservateurs américains, les fondements théoriques de ce nouvel ordre. Mais nous devons nous rendre compte, nous Européens qui assistons, pour le moment et pour la plupart impuissants, à son émergence, que la première manifestation d'envergure de cette volonté d'ordre, la guerre de 2003 en Irak, n'a été idéologiquement possible que grâce à un concept que nous avons fortement contribué à créer, le *droit* — et le *devoir* — *d'ingérence*.

L'affirmation de ce droit et de ce devoir a succédé à des années d'un relativisme qu'ont combattu des hommes comme Allan Bloom et contre lequel se sont levés ceux qui ont *pensé* l'intervention américaine dans le Golfe, accompagnés ou suivis par les fondamentalistes chrétiens, comme jadis les missionnaires arrivaient dans le sillage des explorateurs. Or, de l'un à l'autre, de cette réaction sans doute positive, logique en tout cas, naturelle oserions-nous dire, contre un culturalisme qui aurait dérivé jusqu'à perdre tout repère, à cet interventionnisme moral et politique que représente la prise de Bagdad, au cœur d'un Proche-Orient à *remodeler*, d'un point à l'autre d'un cheminement de la pensée, d'une rive à l'autre de l'Atlantique, il se pourrait que l'on ait dépassé une limite, ce seuil où une chose s'altère et mute pour

devenir autre. De la recherche d'un fondement absolu et universel de l'homme, on serait passé à une sorte d'*idéocentrisme* et à sa version active, le *colonialisme idéologique*, c'est-à-dire à l'imposition, au besoin par la force, de valeurs importées-exportées.

À MARCHÉ FORCÉE

Gardons-nous de tout emportement sentimental, de tout lyrisme politique. On peut très bien se poser objectivement, cyniquement, la question de savoir si ce colonialisme d'un nouveau genre, tout compte fait, ne se justifierait pas. On peut y répondre — et c'est précisément là où les Européens, forts de leur histoire, pourraient réintégrer le débat — en jugeant, à l'aune des formes que l'on a connues, le colonialisme dans ce qu'il a réussi et où il a failli.

Au rang de ce qui a réussi, on peut indiquer, pour autant qu'on les reconnaisse comme valeurs, le progrès technologique, l'accès à des connaissances et une science avancées, un bilan sanitaire globalement positif, etc. Au rang de ce qui a failli, il y a, essentiellement, ce qui pollue ou perturbe les résultats positifs, à savoir le *détournement du temps*.

Là où il n'a pas décimé des peuplades ou dérouter vers la métropole les forces des pays soumis, le colonialisme a projeté les populations dans un temps qui n'était pas le leur, ouvrant un fossé qui ne cessa de s'agrandir entre ce qu'elles étaient dans leur évolution propre et ce qu'elles durent apprendre à être et soudain désirèrent devenir. Dans cette

schizophrénie historique, des peuples se sont épuisés. On l'a vu en Afrique noire : des nations artificielles ont été créées sur la base d'un découpage géographique au cordeau, des ethnies qui, dans certains cas, n'avaient même pas eu le temps de s'affronter donc, forcément, de résoudre des conflits en puissance, ont été rassemblées de force, et l'arrivée des explorateurs, des « salvateurs » et des colonisateurs, a arrêté un développement historique dont on contestera peut-être le sens selon nos critères mais qui ne nous appartenait pas. Il y eut spoliation du temps des autres.

La guerre en Irak a vu la chute d'une dictature, mais pourrait bien être la première à imposer, dans notre monde aux contours flous, une nouvelle histoire à marche forcée. Rien de comparable avec les chutes, dans les années septante et quatre-vingt, des dictatures espagnole, portugaise, ni même sud-américaines (soutenues d'ailleurs, comme d'autres, à bout de bras, par les États-Unis) qui se sont effondrées d'elles-mêmes ou au terme d'une maturation ou d'une pression intérieure. Rien de comparable avec la guerre au Kosovo, où un peuple était menacé d'épuration ethnique et avec lequel nous partageons, à quelques nuances près, un même espace-temps culturel. Rien, même, de similaire avec l'offensive américaine en Afghanistan que l'on pouvait accepter comme une réplique attendue à l'attaque terroriste de Manhattan, contre une des bases d'où elle serait partie.

Rien, enfin, d'analogue avec le Rwanda et le Burundi, où l'Occident n'est pas intervenu alors qu'il aurait dû le faire. Il ne se serait pas agi d'imposer un système de valeurs politiques mais de porter secours, dans l'urgence, à une population en danger d'extermination : une de ces situations limites où tout choix est suspendu et toute interrogation reportée.

UNE LIBÉRATION CONDITIONNELLE

En Irak, à moins que les États-Unis et leurs alliés ne se retirent en acceptant de voir s'instaurer un ordre qui soit différent de celui qu'appellent leurs idéaux, donnant ainsi aux Irakiens une liberté absolue, celle même de renier leurs propres libérateurs, on se trouverait devant une libération conditionnelle et une liberté imposée donc paradoxale. Imprégnée de cette contradiction relevée par André Glucksmann dans *Les maîtres penseurs*.

Les maîtres penseurs auraient alors changé (de camp). Et face à la problématique que poseraient leur intervention et la pensée qui la sous-tend, il faudrait prendre position. Savoir si l'instauration d'un ordre moral et politique, selon une nouvelle raison du monde, s'accommode, comme jadis la raison d'État, d'une réduction du libre-arbitre. Si la proposition, que l'on voit poindre, d'*ordre démocratique* ne recèle pas deux termes antinomiques lorsque l'ordre cesse d'être un principe d'organisation sociale pour devenir une injonction. Si postuler un principe absolu, naturel et immuable de l'homme peut aller jusqu'à refuser aux individus qui composent cet homme idéal l'exercice

de leurs différences. Enfin, si l'on peut écrire l'histoire sans tuer le temps: si l'histoire, contrairement à l'ontologie ou l'éthique, peut se dessiner dans l'absolu et non dans la relativité de ses valeurs et de ses erreurs. ●

Ce texte a été rédigé peu après la fin de la guerre en Irak (plus précisément, la fin des opérations d'envergure) et légèrement actualisé pour la publication dans ce numéro. Rien ne semble venu, depuis, infirmer les affirmations qui le traversent. Ni la capture de Saddam Hussein. Ni la volonté proclamée par le pouvoir américain de hâter le retrait de ses troupes. Ni, enfin, les difficultés rencontrées dans la mise en place de ce nouvel ordre : elles témoignent, au mieux, de la résistance d'un peuple à refuser les valeurs et le temps qui lui sont imposés, au pire, de la transformation de l'Irak en ce que, on le sait, il n'était pas, un champ et une nouvelle justification pour ce qui est le fer de lance ou le prolongement à l'extrême de cette résistance, sublimation ou diabolisation, le terrorisme.

Ce faisant, les partisans de l'interventionnisme sont en passe de remporter une victoire aujourd'hui collatérale, mais peut-être, demain, principale : en une spirale, obliger l'Occident à choisir son camp, à s'affirmer et se mobiliser plus nettement face à un terrorisme de plus en plus radical et étendu.

Il s'agit donc, plus encore qu'avant, de s'interroger sur ce terrorisme. Sur sa et ses raison(s), sur ce qui lui en fait franchir les limites et le fait passer, à nos yeux, dans la déraison. Et face à celle-ci, se demander quelle raison affirmer, si on refuse celle qu'ont voulue et veulent imposer les idéologues du pouvoir conservateur américain. Quelle raison capable d'intégrer, sans se désintégrer, la déraison ? Quelle tolérance s'autoriser sans perdre son identité ?